



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Investir dans les actions menées localement sera essentiel pour mettre fin à l'épidémie du SIDA**

*La société civile demande instamment aux États Membres de l'ONU d'inclure à titre de sujets prioritaires le financement, les services et les engagements en matière de droit dans la Déclaration politique visant à mettre fin à l'épidémie du SIDA de 2016*

**NEW YORK, 6 avril 2016** - Lors du dialogue officiel interactif de la société civile sur le VIH, les organisations de la société civile ont engagé les États membres des Nations Unies à garantir la prise en charge intégrale de la lutte contre le VIH et une augmentation notable financière des actions locales pour les prochaines années. Elles ont également demandé que 30 millions de personnes aient accès à des traitements du VIH qui sauveraient des vies d'ici 2020 et que les ambitieux objectifs en matière de prévention du VIH soient atteints.

Le dialogue, réuni au siège des Nations Unies à New York, aux États-Unis, par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies fait partie des travaux préparatoires pour la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'éradication du SIDA, qui aura lieu du 8 au 10 juin 2016 à New York. Cette rencontre est pour les organisations de la société civile une occasion de contribuer pleinement aux préparations, faire entendre leurs voix, garantir la prise en compte de leurs intérêts et l'intégration de leurs recommandations dans l'élaboration de la Déclaration politique sur l'éradication du SIDA.

« Nous sommes en phase avec nos objectifs d'éradiquer l'épidémie de SIDA d'ici 2030, » annonce Mogens Lyketoft, Président de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies. « Maintenant, nous devons travailler ensemble pour garantir une déclaration politique sur l'éradication du SIDA forte avec des objectifs clairs qui guideront l'humanité vers la suppression de l'épidémie du SIDA dans le cadre des objectifs de développement durable. »

Les représentants de la société civile ont insisté sur la nécessité d'atteindre les personnes les plus touchées par le VIH, qui continuent d'être laissées pour compte dans la lutte contre le virus. Cela inclut notamment les travailleurs du sexe, les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes, les transsexuels et les consommateurs de drogues. Les représentants ont également parlé de l'importance de garantir une approche fondée sur les droits, inclusive, axée sur les preuves et centrée sur les personnes lors des débats interactifs avec les États membres.

« Pour éradiquer l'épidémie du SIDA, personne ne doit être laissé pour compte, » explique Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA. « La mobilisation, l'implication et la prestation de service de la société civile jouera un rôle crucial en traduisant les objectifs de la déclaration politique relative à l'éradication du SIDA en actions tangibles sur le terrain afin d'atteindre

même les personnes les plus marginalisées avec des services contre le VIH qui sauveraient des vies. »

Les efforts locaux se sont avérés essentiels pour surmonter de nombreux défis majeurs dans la lutte contre le SIDA, notamment en atteignant des personnes les plus touchées par le VIH avec des services dédiés au virus qui changent des vies, en soutenant les individus pour qu'ils adhèrent à leurs traitements et en renforçant d'autres services primordiaux de santé.

L'implication de la société civile est également essentielle pour la défense des intérêts en matière de ressources, l'amélioration des programmes de lutte contre le VIH et les progrès relatifs aux questions des droits humains.

« Le coût de l'inaction est extrêmement élevé, » a dit Marama Pala, du groupe de travail international des peuples autochtones sur le VIH/SIDA et co-présidente du groupe de travail multi-intervenants. « Les communautés individuelles sont là où le travail est fait. Il n'y a pas d'éradication du SIDA sans nous. »

L'ONUSIDA estime que 26,2 milliards USD seront nécessaires pour la lutte contre le SIDA dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'ici 2020 (le montant atteignait 19,2 milliards USD en 2014). L'organisation souligne également qu'un plus grand investissement dans la mobilisation de la société civile et la prestation de services à l'échelle locale sera décisif.

D'ici 2020, l'ONUSIDA estime que les investissements dans la mobilisation locale doivent tripler, pour représenter 3 % des ressources totales destinées au traitement du VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire. La sensibilisation des populations clés dans les pays à revenu faible et intermédiaire est quant à elle appelée à croître de 7,2 % sur l'investissement total dans la lutte contre le VIH et les besoins évalués en ressources pour délivrer des traitements antirétroviraux à l'échelle locale de 3,8 %.

Le dialogue officiel interactif de la société civile sur le VIH comptait des représentants d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, d'organisations et de réseaux dédiés aux personnes vivant avec le VIH, des femmes, des adolescents, des jeunes, et d'autres partenaires.

[FIN]

### **Média - contacts**

ONUSIDA | Sophie Barton-Knott | tel. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

ONUSIDA | Greg Smiley | +41 79 500 8149 | smileyg@unaids.org

Département de l'information publique de l'ONU | Francyne Harrigan | Tel: +1 917 367 5414 | fharrigan@un.org